

Département de la Sarthe

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LE GESNOIS BILURIEN

Service Public d'Assainissement Non Collectif

Règlement du Service

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES	3
Article 1.1 - Objet du règlement	3
Article 1.2 - Champ d'application	3
Article 1.3 - Définitions	3
CHAPITRE 2 - RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DES USAGERS	3
Article 2.1 - Obligation de traitement des eaux usées	3
Article 2.2 - Responsabilités et obligations du propriétaire pour la conception et l'implantation des installations d'assainissement	3
Article 2.3 - Responsabilités et obligations du propriétaire pour la réalisation des installations d'assainissement	4
Article 2.4 - Responsabilités et obligations du propriétaire pour la réhabilitation des installations d'assainissement	4
Article 2.5 - Responsabilités et obligations du propriétaire pour toutes modifications du site à proximité de l'installation d'assainissement	4
Article 2.6 - Responsabilités et obligations de l'utilisateur pour le bon fonctionnement des ouvrages	4
Article 2.7 - Obligation d'entretien des ouvrages par les occupants	5
Article 2.8 - Etendue des responsabilités et des obligations de l'utilisateur	5
Article 2.9 - Répartition des obligations entre propriétaire et occupant	5
Article 2.10 - Obligations de l'utilisateur en cas de déménagement ou de vente	5
CHAPITRE 3 - MISSIONS DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	5
Article 3.1 - Nature du SPANC et des contrôles de l'assainissement non collectif	5
Article 3.2 - Droit d'accès des agents du SPANC	6
Article 3.3 - Contrôle de conception et d'implantation des équipements d'assainissements neufs ou réhabilités	6
Article 3.4 - Contrôle de bonne exécution des assainissements neufs ou réhabilités	6
Article 3.5 - Contrôle / diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des assainissements non collectifs	6
CHAPITRE 4 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS	7
Article 4.1 - Procédure préalable à l'établissement d'un assainissement non collectif	7
Article 4.2 - Conception et implantation	7
Article 4.3 - Modalités particulières d'implantation, servitudes privées et publiques	7
Article 4.4 - Généralités sur le prétraitement et le traitement	8
Article 4.5 - Ventilation de la fosse toutes eaux	8
Article 4.6 - Rejets	8
Article 4.7 - Suppressions des anciennes installations, des anciennes fosses et des anciens cabinets d'aisance	8
Article 4.8 - Etablissements particuliers	8
CHAPITRE 5 - ENTRETIEN DES OUVRAGES	8
Article 5.1 - Opérations d'entretien	8
Article 5.2 - Mission d'entretien confiée au SPANC ou à une entreprise choisie par l'utilisateur	9
Article 5.3 - Vidange des installations	9
CHAPITRE 6 - DISPOSITIONS FINANCIERES	9
Article 6.1 - Redevances d'assainissement non collectif	9
Article 6.2 – Montant de la redevance	9
Article 6.3 – Redevable	9
Article 6.4 – Recouvrement de la redevance	9
CHAPITRE 7 - DISPOSITIONS D'APPLICATION	10
Article 7.1 – Délégation du service	10
Article 7.2 - Pénalités financières pour absence ou mauvais état de fonctionnement	10
Article 7.3 - Date d'entrée en vigueur du règlement	10
Article 7.4 - Adoption, Modification ou abrogation du règlement	10
Article 7.5 - Clauses d'exécution	10

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.1 - Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités auxquelles sont soumises les installations d'**assainissement non collectif**. Il concerne notamment :

- La conception, la réalisation, le fonctionnement, les contrôles, l'entretien
- La cession immobilière,
- L'accès aux ouvrages,
- La redevance assainissement non collectif,
- Les dispositions d'application de ce règlement.

Article 1.2 - Champ d'application

Le présent règlement s'applique sur **l'ensemble du territoire des communes de la Communauté de Communes Le Gesnois Bilurien**.

Article 1.3 - Définitions

Assainissement non collectif :

Par assainissement non collectif, pouvant également être désigné par les termes d'assainissement autonome ou d'assainissement individuel, on désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration et l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques traitées des immeubles non raccordés à un réseau public d'assainissement collectif.

Eaux usées domestiques :

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, salle de bain ...) et les eaux vannes (toilettes, WC ...).

Usager du service public de l'assainissement non collectif :

L'usager du service public d'assainissement non collectif est le bénéficiaire des prestations de ce service. L'usager est soit le propriétaire (occupant ou non) de l'immeuble équipé ou à équiper d'une installation d'assainissement non collectif, soit celui qui occupe cet immeuble, à quelque titre que ce soit.

SPANC :

Abréviation utilisée pour désigner le Service Public d'Assainissement Non Collectif.

Installation d'assainissement non collectif :

L'installation d'assainissement non collectif comporte :

- les canalisations de collecte des eaux domestiques,

- le prétraitement,
- les ouvrages de transfert,
- la ventilation de l'installation,
- le dispositif d'épuration adapté à la nature du terrain,
- l'exutoire, par dispersion dans le sol ou évacuation vers le milieu superficiel.

CHAPITRE 2 - RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DES USAGERS

Article 2.1 - Obligation de traitement des eaux usées

Les immeubles existants ou à construire, affectés à l'habitation ou à un autre usage, non raccordés à un réseau public d'assainissement, doivent être dotés d'un système d'assainissement non collectif dont les installations seront conformes à la réglementation en vigueur et maintenues en bon état de fonctionnement, conformément au Code de la Santé Publique.

Les dispositifs d'assainissement non collectif doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à ne pas présenter de risques de contamination ou de pollution des eaux. Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptés à l'immeuble et à la nature et à la pente du terrain.

Article 2.2 - Responsabilités et obligations du propriétaire pour la conception et l'implantation des installations d'assainissement

Tout propriétaire immobilier tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif ou qui modifie ou réhabilite une installation existante, est responsable de la conception et de l'implantation de cette installation (choix de la filière, des installations mis en œuvre et de leur dimensionnement).

Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative les quantités d'eaux usées domestiques collectées et traitées par une installation d'assainissement non collectif existante.

Il est tenu de s'informer auprès du SPANC du zonage d'assainissement et du mode d'assainissement suivant lequel doivent être traitées ses eaux usées et lui présenter son projet pour contrôle de conception et réalisation des installations neuves.

La conception et l'implantation de toute installation doivent être conformes :

- aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, définies notamment par arrêté interministériel du 6 mai 1996 modifié,
- à toute réglementation et norme applicables à ces systèmes, au DTU 64.1, et en particulier aux règles d'urbanisme, aux arrêtés de protection des captages d'eau potable et, le cas

échéant, aux arrêtés préfectoraux ou municipaux dérogatoires pour certaines filières,

- au zonage d'assainissement,
- au présent règlement d'assainissement non collectif.

L'installation de toute autre filière est subordonnée à une dérogation auprès des services de la Préfecture du département.

Article 2.3 - Responsabilités et obligations du propriétaire pour la réalisation des installations d'assainissement

Sauf convention particulière, les frais d'établissement d'un assainissement non collectif, les réparations, la réhabilitation et le renouvellement des ouvrages sont à la charge du propriétaire de l'immeuble dont les eaux usées sont issues, et sous son entière responsabilité.

Les travaux ne peuvent être engagés qu'après avoir reçu un avis favorable du SPANC suite au contrôle de conception et d'implantation et donnent lieu au contrôle de bonne exécution des ouvrages.

Article 2.4 - Responsabilités et obligations du propriétaire pour la réhabilitation des installations d'assainissement

Le propriétaire d'une installation d'assainissement non collectif peut décider, à son initiative ou à la suite d'une visite de contrôle de bon fonctionnement du SPANC, de la remettre en état.

Il peut également y être contraint si cette remise en état est nécessaire pour supprimer toute atteinte à l'environnement ou à la salubrité publique, dans un délai de quatre ans suivant la réalisation du contrôle.

Toute réhabilitation doit préalablement donner lieu au contrôle de conception, d'implantation et au contrôle de bonne exécution des ouvrages.

Article 2.5 - Responsabilités et obligations du propriétaire pour toutes modifications du site à proximité de l'installation d'assainissement

Le propriétaire s'oblige, tant pour lui-même que pour l'occupant de son immeuble, à s'abstenir de tout fait qui pourrait nuire au bon fonctionnement et à la conservation des ouvrages et notamment à n'entreprendre aucune opération de construction ou d'exploitation qui serait susceptible d'endommager ces ouvrages.

Toute modification devra faire l'objet au préalable d'un accord écrit avec le SPANC.

Article 2.6 - Responsabilités et obligations de l'utilisateur pour le bon fonctionnement des ouvrages

L'utilisateur de l'immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages.

Il est interdit d'y déverser tout corps solide ou produit liquide, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement de l'installation. Cette interdiction concerne en particulier :

- Les eaux pluviales,
- Les ordures ménagères, même après broyage,
- Les huiles usagées, graisses, hydrocarbures, peintures et solvants,
- Les pesticides de tous types,
- Les liquides corrosifs, les acides, les médicaments,
- Les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions,
- Tout objet difficilement biodégradable,
- Les eaux de condensation des conduites d'évacuation de gaz de chaudières,
- Les eaux de lavage des filtres de piscine,
- Les eaux de procédés provenant des établissements artisanaux, industriels ou agricoles,
- Et plus généralement, toute substance, tout corps solide ou non pouvant polluer ou nuire au bon fonctionnement des réseaux d'écoulement et du système d'assainissement non collectif.

Le bon fonctionnement des ouvrages impose notamment à l'utilisateur :

- de maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicules, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes,
- de ne pas circuler sur les installations avec des engins de terrassement ou des véhicules,
- d'éloigner tout arbre et plantation des installations d'assainissement,
- de maintenir perméable à l'air et à l'eau le revêtement superficiel de ces installations, en proscrivant notamment tout revêtement bitumé ou bétonné,
- de conserver en permanence une accessibilité totale aux tampons des ouvrages et aux regards,
- de ne pas laisser se dégrader ou ne pas endommager les installations d'assainissement,
- d'assurer régulièrement les opérations d'entretien et de vidange par une personne agréée, afin d'en garantir le bon fonctionnement.

Article 2.7 - Obligation d'entretien des ouvrages par les occupants

L'usager, est tenu d'entretenir l'installation d'assainissement de manière à assurer :

- le bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage,
- le bon écoulement des effluents de l'entrée jusqu'à la sortie de l'installation,
- l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse.

Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer l'entretien et leur contrôle. Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

Sauf circonstances particulières liées aux caractéristiques des ouvrages ou à l'occupation de l'immeuble, les vidanges de boues et de matières flottantes sont effectuées en tenant compte :

- des prescriptions générales du présent règlement,
- des prescriptions particulières qui pourraient être émises par le SPANC.

L'élimination des matières de vidange (graisses, boues, eaux de lavage) doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires notamment celles prévues par le **plan départemental d'élimination des matières de vidange du département**.

L'occupant choisit librement l'entreprise ou l'organisme **agréé** qui effectuera la ou les opérations d'entretien des ouvrages.

Article 2.8 - Etendue des responsabilités et des obligations de l'usager

L'usager est responsable de tout dommage causé par négligence maladresse ou malveillance de sa part.

En tout état de cause il devra signaler au plus tôt au service public d'assainissement non collectif toute anomalie de fonctionnement des installations d'assainissement non collectif.

Article 2.9 - Répartition des obligations entre propriétaire et occupant

Le propriétaire à l'obligation de remettre à son occupant le présent règlement du SPANC, afin que celui-ci connaisse l'étendue de ses obligations.

La construction, la modification et la mise en conformité de l'installation sont à la charge du propriétaire.

Le reste des obligations contenues dans le présent règlement, et en particulier l'entretien des installations, sont à la charge de l'usager.

Charge à l'usager et au propriétaire de se mettre en relation en tant que de besoin.

Article 2.10 - Obligations de l'usager en cas de déménagement ou de vente

En cas de vente de l'immeuble ou de changement d'occupant, l'usager devra fournir à l'acquéreur ou au nouvel occupant, le dernier rapport de visite concernant le contrôle de bon fonctionnement et d'entretien et celui de bonne exécution s'il existe.

En particulier lors de la vente de l'immeuble, il est joint au dossier de diagnostic technique prévu aux articles **L.271-4 et L.271-5 du Code de la Construction et de l'Habitat**.

CHAPITRE 3 - MISSIONS DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Article 3.1 - Nature du SPANC et des contrôles de l'assainissement non collectif

Le SPANC assure le contrôle technique de l'assainissement non collectif conformément à la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques. L'objectif des contrôles est de donner à l'usager une meilleure assurance sur le bon fonctionnement de son système d'assainissement et de préserver l'environnement.

Pour la réalisation de ses missions le SPANC peut confier une partie des prestations à une entreprise par voie de marché public ou de délégation de service public.

Le contrôle technique comprend :

- Le contrôle de conception et d'implantation, au stade du projet, et le contrôle de bonne exécution avant remblaiement, pour les dispositifs neufs ou réhabilités,
- Le premier contrôle des installations existantes, par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de **dix ans**, ou par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations,
- De façon périodique, le contrôle de bon fonctionnement et de bon entretien, pour toutes les installations
- Le contrôle des dispositifs d'assainissement en cas de cession,

- La remise d'un rapport précisant le niveau de satisfaction de l'installation, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Article 3.2 - Droit d'accès des agents du SPANC

Il est rappelé que le SPANC a le droit d'accéder aux installations (article L.1331-11 du code de la Santé Publique) mais n'a pas la possibilité de pénétrer de force dans une propriété privée. Si le propriétaire ou l'occupant des lieux est absent, malgré la prise du rendez-vous et l'envoi de l'avis de visite, le SPANC devra fixer un nouveau rendez-vous. En cas d'absence répétée, le prestataire devra demander l'assistance du maître d'ouvrage et du maire de la commune concernée pour que ceux-ci prennent les dispositions nécessaires. Les décalages ou non-présence des usagers à des rendez-vous ne feront en aucun cas l'objet d'un paiement ou d'une indemnité.

L'usager doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du service. Les agents du SPANC sont porteurs d'un signe distinctif et munis d'un titre constatant leurs fonctions.

Article 3.3 - Contrôle de conception et d'implantation des équipements d'assainissements neufs ou réhabilités

Pour les assainissements non collectifs neufs ou réhabilités, le contrôle de conception et d'implantation a lieu au stade du projet, avant le commencement des travaux.

L'étude de filière réalisée par un bureau d'études est OBLIGATOIRE.

Le SPANC examine les documents fournis par l'usager qui projette de réaliser ou réhabiliter une installation dans le cadre d'un dossier de demande d'autorisation d'assainissement individuel ; en tant que de besoin il demande une visite sur place. Les travaux ne peuvent être entrepris qu'après réception d'un avis favorable du SPANC.

Si le SPANC le juge nécessaire, il peut demander au pétitionnaire de présenter, soit une étude technique complémentaire, soit un nouveau projet en tenant compte des observations.

En tout état de cause, le choix et le dimensionnement du dispositif restent sous l'entière responsabilité du pétitionnaire.

Article 3.4 - Contrôle de bonne exécution des assainissements neufs ou réhabilités

Le SPANC doit être informé à l'avance, par l'usager, du début des travaux (dans un délai

minimum de 72 heures). Le remblaiement des ouvrages ne pourra être réalisé qu'après exécution du contrôle de bonne exécution par le service.

Le SPANC se rend sur le chantier et s'assure que la réalisation des dispositifs d'assainissement est exécutée conformément à l'avis précédemment mentionné, au DTU 64.1 et à toute réglementation d'assainissement non collectif en vigueur lors de l'exécution des travaux.

Le non-respect de ces règles par l'usager engage totalement sa responsabilité.

Une fois les travaux agréés par le SPANC, celui-ci remet au propriétaire un rapport de visite.

Tous les travaux réalisés, sans que le SPANC en soit informé ou sans que les contrôles aient pu être effectués conformément au règlement, seront déclarés non conformes.

Article 3.5 - Contrôle / diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des assainissements non collectifs

Le contrôle périodique de bon fonctionnement porte au moins sur les points suivants :

- la vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et leur accessibilité,
- la vérification de l'écoulement de l'ensemble des eaux usées domestiques vers l'installation d'assainissement,
- la vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse,
- dans le cas d'un rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de qualité du rejet peut être effectué.

La vérification du bon entretien intègre :

- la vérification de la réalisation périodique des vidanges ; à cet effet l'usager présentera le bon de vidange remis par l'entreprise de vidange,
- la vérification, le cas échéant, de l'entretien des dispositifs de dégraisage,

La fréquence des contrôles de bon fonctionnement des installations d'assainissement est déterminée par le SPANC en tenant compte notamment de l'ancienneté et de la nature des installations ; **elle est fixée par délibération de la Communauté de Communes, avec un maximum de 10 ans.**

Des contrôles ponctuels peuvent en outre être effectués en cas de nuisances constatées dans le voisinage.

A l'issue d'un contrôle de bon fonctionnement de toute installation d'assainissement non collectif, le SPANC formule son avis. Si cet avis comporte des réserves ou s'il est défavorable, le SPANC

formule des recommandations sur les travaux ou aménagements nécessaires pour supprimer les causes de dysfonctionnement. Le refus de l'usager d'exécuter ces travaux ou aménagements, engage totalement sa responsabilité.

CHAPITRE 4 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

Article 4.1 - Procédure préalable à l'établissement d'un assainissement non collectif

Le pétitionnaire retire à la Communauté de Communes Le Gesnois Bilurien un dossier comportant les renseignements et pièces à présenter pour permettre le contrôle de conception et d'implantation de son installation d'assainissement.

Le dossier comprend :

- Le dossier de demande d'autorisation d'assainissement individuel ainsi que l'étude de définition de filière pour permettre le contrôle de conception et d'implantation de l'installation. Il y sera indiqué notamment l'identité du propriétaire, du concepteur du projet (bureaux d'études) et du réalisateur du projet, entreprises...), les caractéristiques de l'immeuble à équiper, du terrain d'implantation et de son environnement, de la filière, des ouvrages et des études déjà réalisées ou à réaliser.
Cette étude de définition de filière est obligatoire.

L'étude de définition comprend :

- une étude de sol à la parcelle (étude géologique et hydrogéologique),
- une étude des contraintes liées à l'immeuble et à la parcelle,
- une description, un dimensionnement et une implantation de la filière (collecte, prétraitement, traitement, évacuation) pour les maisons d'habitation individuelle complétée d'une étude particulière pour tout autre projet.

Le dossier complet, renseigné par le pétitionnaire, doit être remis à la Communauté de Communes Le Gesnois Bilurien.

Après contrôle de conception et d'implantation, le SPANC émet un avis écrit.

Lorsque l'opération requiert un permis de construire, ce dernier ne pourra être accordé que :

- si la filière projetée est adaptée aux caractéristiques de l'immeuble, compatible

avec l'aptitude des sols et plus généralement avec les exigences de la santé publique et de l'environnement, compte tenu notamment de la réglementation d'urbanisme applicable,

- si les installations envisagées sont techniquement réalisables, en tenant compte de la configuration des lieux,
- si ces installations respectent les prescriptions techniques réglementaires nationales et locales applicables aux installations d'assainissement non collectif.

Article 4.2 - Conception et implantation

Les caractéristiques techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu où ils sont implantés.

Le lieu d'implantation tient compte des caractéristiques du terrain, de la pente et de l'emplacement de l'immeuble et particulièrement de la proximité éventuelle de captages d'eau utilisée pour la consommation humaine.

Dans le cadre de ce présent règlement, il est demandé que tout système de traitement soit installé dans un endroit :

- qui soit exempt de zone destinée à la circulation et au stationnement de tout véhicule,
- qui ne pourra être ni cultivée, ni arborée ou servir de lieu de stockage. Elle doit rester entièrement libre, exempte de revêtement imperméable, et peut uniquement être engazonnée,
- qui soit accessible pour en faire la vidange,
- qui soit conforme aux distances exigibles par rapport aux puits ou sources, cours d'eau, étangs, canalisations d'eau, habitations, limite de propriété, plantations ...

Article 4.3 - Modalités particulières d'implantation, servitudes privées et publiques

Dans le cas d'une habitation ancienne ne disposant pas de terrain suffisant à l'établissement d'un assainissement non collectif, celui-ci pourra faire l'objet d'un accord privé entre voisins pour le passage d'une canalisation ou toute autre installation dans le cadre d'une servitude de droit privé, sous réserve que les règles de salubrité soient respectées et que les ouvrages réalisés répondent aux prescriptions du présent règlement.

Le passage d'une canalisation privée d'eaux usées traversant le domaine public routier est subordonné à l'accord préalable du gestionnaire de la voirie.

Article 4.4 - Généralités sur le prétraitement et le traitement

La réalisation de l'installation d'assainissement devra se faire dans le respect de la réglementation, des normes et DTU de référence, des règles de l'art et du présent règlement d'assainissement non collectif.

Les systèmes de traitement mis en oeuvre doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères et comporter :

- Une installation de prétraitement ; lorsque l'éloignement de la fosse le rend nécessaire, ou lorsque les effluents renferment des huiles et des graisses en quantité importante, un bac à graisses est interposé sur le circuit des eaux en provenance des cuisines,
- des installations de traitement assurant :
 - soit à la fois l'épuration et l'évacuation par le sol (tranchées, lit d'épandage, lit filtrant ou terre d'infiltration),
 - soit l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel (lit filtrant drainé, terre filtrant drainé ou filières d'assainissement compactes agréées par les ministères et autorisées après avis du SPANC.

Article 4.5 - Ventilation de la fosse toutes eaux

Les fosses toutes eaux doivent être pourvues d'une ventilation constituée d'une entrée et d'une sortie d'air située au-dessus des locaux.

Article 4.6 - Rejets

Les eaux domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement complet.

Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel (fossé, cours d'eau ...) ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel, sous réserve des dispositions réglementaires et après accord du SPANC et du responsable du lieu recevant les eaux usées traitées (particulier, Commune, Conseil Général, services déconcentrés de l'Etat ...). Nonobstant des éventuelles exigences spécifiques et exigences réglementaires générales, la qualité minimale requise pour le rejet, constaté à la sortie du dispositif d'épuration sur un échantillon de deux heures non décanté, est de 30 mg par litre pour les matières en suspension et 40 mg par litre pour la demande biochimique en oxygène sur cinq jours.

Sont interdits les rejets d'effluents même traités dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté ainsi que toute cavité naturelle ou artificielle dans le sol.

Si aucune solution de rejet n'est possible, le rejet en sous-sol par puits d'infiltration peut être mis en oeuvre sous réserve de dérogation préfectorale et après étude à la parcelle.

Article 4.7 - Suppressions des anciennes installations, des anciennes fosses et des anciens cabinets d'aisance

Conformément au Code de la Santé Publique, en cas de raccordement à un réseau collectif, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire.

En cas de défaillance, le Maire de la commune d'implantation de l'immeuble pourra se substituer au propriétaire, agissant à ses frais et risques.

Les installations de traitement et d'accumulation ainsi que les installations de prétraitement mises hors service ou rendues inutiles pour quelque cause que ce soit sont vidangées et curées. Elles sont, soit comblées, soit désinfectées si elles sont destinées à une autre utilisation.

Les modalités de fonctionnement du service public d'assainissement collectif sont définies dans le règlement du service de l'assainissement collectif duquel dépend la commune sur laquelle est implanté l'immeuble.

Article 4.8 - Etablissements particuliers

Les établissements particuliers tels que industriels, agricoles, artisanaux, restaurants, gîtes, camping ... sont tenus de dépolluer leurs eaux de procédés et autres, selon les lois et règlements en vigueur, sous contrôle du SPANC et des services compétents de l'Etat dans le département de la **Sarthe**.

CHAPITRE 5 - ENTRETIEN DES OUVRAGES

Article 5.1 - Opérations d'entretien

Les opérations d'entretien devront être réalisées aussi souvent que nécessaire, sous la responsabilité et à la charge de l'utilisateur. Elles comprennent notamment :

- Le nettoyage des canalisations de transfert des eaux usées et d'épandage,
- Le nettoyage des regards,
- La vérification du bon fonctionnement du système et le non colmatage des tuyaux d'épandage ou du système d'épuration,
- En cas de colmatage, le nettoyage au jet sous pression des regards et au furet, des tuyaux d'épandage et des regards de bouclage,
- La vidange des ouvrages de prétraitement,
- Le changement si nécessaire du matériau du pré filtre,

- La vérification des équipements électromécaniques lorsque l'installation en est pourvue.

Article 5.2 - Mission d'entretien confiée au SPANC ou à une entreprise choisie par l'utilisateur

L'utilisateur doit faire effectuer à ses frais les opérations d'entretien de son assainissement par une entreprise agréée de son choix.

Lorsque l'intervenant réalise une vidange de la fosse ou de toute autre installation à vidanger, il est tenu de remettre à l'utilisateur un document comportant au moins les indications suivantes :

- nom ou raison sociale de l'organisme et adresse,
- nom de l'utilisateur,
- adresse de l'immeuble,
- date de la vidange,
- caractéristiques, nature et quantité des matières éliminées,
- destination des matières de vidange pour leur élimination.

Ce document devra être présenté au SPANC lors du contrôle du bon fonctionnement et de l'entretien.

En cas de changement d'occupant, la convention cesse de produire ses effets.

Article 5.3 - Vidange des installations

Dans le cas général, la vidange se fait à niveau constant pour les dispositifs tels que le bac dégraisseur, la fosse toutes eaux, le décanteur, le système de prétraitement à boues activées ou à cultures fixées, sauf prescriptions particulières.

La baisse du niveau de remplissage peut être compensée par un apport d'eau claire provenant de l'immeuble.

Le maintien d'une quantité de boues suffisante au fond des appareils est indispensable pour assurer la continuité de fonctionnement des ouvrages de prétraitement.

CHAPITRE 6 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 6.1 - Redevances d'assainissement non collectif

Les prestations de contrôle assurées par le SPANC donnent lieu au paiement par l'utilisateur d'une redevance d'assainissement non collectif dans les conditions prévues par ce chapitre. Cette redevance est destinée à financer les charges du service.

Article 6.2 – Montant de la redevance

Les montants des redevances varient selon la nature des opérations de contrôle.

Ainsi, existent huit redevances :

- Contrôle de conception du projet
- Contrôle de réalisation du projet
- Premier contrôle de l'existant
- Contrôle périodique
- Contrôle de l'installation en cas de vente
- Contrôle pour la mise hors service d'une installation
- Contrôle de rejet
- Contrôle pour une contre visite

Les montants des redevances sont fixés par délibération. Ces montants peuvent être révisés par une nouvelle délibération.

Article 6.3 – Redevable

La redevance d'assainissement non collectif, qui porte sur le contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages, est facturée au propriétaire de l'immeuble, ainsi que l'éventuelle contre-visite.

La redevance, qui porte sur les contrôles de bon fonctionnement et d'entretien, est facturée à l'occupant de l'immeuble, titulaire de l'abonnement à l'eau, ou à défaut au propriétaire du fonds de commerce (cas où l'immeuble n'est pas destiné à l'habitation), ou à défaut au propriétaire de l'immeuble si l'immeuble est inoccupé au moment du contrôle.

Dans le cas d'une installation permettant l'assainissement de plusieurs habitations, une redevance sera facturée à chaque occupant d'habitation.

Article 6.4 – Recouvrement de la redevance

Le recouvrement des redevances d'assainissement est assuré par la Communauté de Communes Le Gesnois Bilurien.

Un titre de recette sera émis comprenant :

- le montant et l'objet de la redevance détaillée par prestation,
- la date limite de paiement de la redevance ainsi que les conditions de son règlement
- Les modalités de recouvrement de la facture seront mentionnées sur la facture.

CHAPITRE 7 - DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 7.1 Fonctionnement du service

Pour toute demande relative au SPANC, l'usager a accès à :

- Un accueil téléphonique

Au 02.43.54.80.40, du lundi au vendredi (9h-12h / 14h-17h)

- Un accueil usager

Dans les locaux de la Communauté de Communes
Le Gesnois Bilurien
783 Route des Sittelles
72450 Montfort-Le-Gesnois
Du lundi au vendredi de 9H à 12H et de 14H à 17H

- Le site internet de la collectivité

L'ensemble des documents nécessaires à la constitution du dossier est disponible sur le site CC Le Gesnois Bilurien, onglet Environnement et cadre de vie / SPANC.

- Le respect des délais d'intervention

Dès réception de la demande de l'usager :

- Pour une cession immobilière, le SPANC contactera sous 10 jours le pétitionnaire pour fixer un rendez-vous.
- Pour le contrôle de l'exécution des travaux pour les installations neuves, le SPANC contactera le pétitionnaire sous 3 jours
- Pour établir le rapport de conformité de conception d'une installation neuve, le SPANC disposera d'un délai de 10 jours.
- Réponses aux autres demandes sous 10 jours

Article 7.2 - Pénalités financières pour absence ou mauvais état de fonctionnement

L'absence d'installation d'assainissement non collectif réglementaire sur un immeuble qui doit en être équipé ou son mauvais état de fonctionnement exposent le

propriétaire de l'immeuble au paiement de la pénalité financière prévue par le Code de la Santé Publique.

Le paiement de cette pénalité ne soustrait pas l'usager aux mises en demeure ou aux poursuites et sanctions devant les tribunaux compétents, en cas :

- soit d'absence de réalisation, de modification ou de remise en état d'une installation d'assainissement non collectif en violation des prescriptions réglementaires en vigueur,
- soit de pollution de l'eau due à l'absence d'installation d'assainissement ou à son mauvais fonctionnement,
- soit de refus d'accès à la propriété des agents du SPANC.

Article 7.3 - Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entre en vigueur dès qu'il a acquis son caractère exécutoire, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

Article 7.4 - Adoption, Modification ou abrogation du règlement

Ce règlement a été adopté par **le Conseil Communautaire**. Les modifications ou l'abrogation du présent règlement peuvent être décidées selon la même procédure que celle suivie pour son adoption.

Article 7.5 - Clauses d'exécution

Le Président, le service du SPANC, et le Trésor public autant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Approuvé par **le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Le Gesnois Bilurien** par délibération n° 2023-095 du 15 juin 2023.